

Autriche

10 familles possèdent 58,5 milliards d'euros 200 000 malades doivent cracher 600 millions



GRUPPE
Österreichische Gruppe des Kollektivs
Permanente Revolution (CoReP)



**10 Familien besitzen glücklich
58,5 Milliarden – 200.000 Kranke sollen
600 Millionen blechen**

Europaweit greifen die Regierungen der herrschende Klasse – ob mit oder ohne Beteiligung von SozialdemokratInnen – zur Zeit die sozialen Errungenschaften der arbeitenden Bevölkerung an: Die Pensionen, die Gesundheitsversorgung, das Bildungswesen, das Arbeitslosengeld und die Notstandshilfen. Überall wollen die Herrschenden die ArbeiterInnen, die Angestellten und die Jugendlichen für ihre Krise – die Krise des kapitalistischen Profitsystems – zahlen lassen.

Auch SPÖ/VP können hier nicht zurück stehen: Das nach den Wiener Wahlen verkündete Sparpaket folgt dem gleichen Schema wie die Sozialabbauoffensiven in den anderen Ländern. Bereits die schwarz-blaue Wenderegierung hat ab Februar 2000 einige dieser Angriffe vorweggenommen, etwa 2003 die Ausdehnung des Durchrechnungszeitraums von 15 Jahren auf die gesamte Lebensarbeitszeit und die Erhöhung des Pensionsantrittsalters für Frauen. Die Aushöhlung des Gesundheitssystems durch Selbstbehalte, höhere Medikamentengebühren wurde in den 90er Jahren mit sozialdemokratischer Regierungsbeteiligung begonnen.

Nun wollen SPÖ und ÖVP das Budget „sanieren“, indem sie Massensteuern erhöhen (Mineralölsteuer, Tabaksteuer), tiefe Einschnitte im Gesundheitswesen vornehmen (Verschärfung der Voraussetzungen für die Pflegestufen I und II), die Familien der arbeitenden Menschen durch die Beseitigung des Alleinverdienersabsetzbetrages und die Kürzung der Kinderbeihilfen schröpfen. Demagogisch behaupten Faymann und Pröll wieder einmal,

dass die Belastungen „ausgewogen“ verteilt würden, sollten doch auch die Banken durch eine neue Abgabe zur Kasse gebeten werden. Die gleichen Banken, denen der bürgerliche Staat 2008 mit einem 100-Milliarden-Hilfspaket unter die Arme gegriffen hat, machten aber postwendend klar, dass sie diese neue Steuer sofort auf die Bankkunden überwälzen würden. ÖGB-Präsident Foglar findet das übrigens gar nicht gut und warnt die Banken davor, ihren „angeschlagenen Ruf“ weiter zu schädigen.

Unserer Meinung nach ist es aber nicht die Aufgabe der Gewerkschaften, den guten Ruf der Banken zu verteidigen. Vielmehr sollen sie die Interessen ihrer Mitglieder, also der arbeitenden Menschen, verteidigen.

Europaweit, von Griechenland über Frankreich, von England bis Portugal, ist es zu Protesten der arbeitenden Bevölkerung gekommen. Überall haben sich die Gewerkschaftsführungen geweigert, durch unbefristete Generalstreiks die Attacken der bürgerlichen Regierungen zu Fall zu bringen. Unter dem Druck der Massen riefen sie zu „Aktionstagen“, zu Teilprotesten und Demonstrationen auf, aber nicht, um die Bewegungen gegen die Sparpläne weiterzutreiben, sondern um sie zu kanalisieren, in ruhige Bahnen zu lenken und „Kompromisse“ mit den Herrschenden vorzubereiten. In allen Ländern boten die Gewerkschaftsbürokraten an, den Sozialabbau mitzutragen. Kann es uns da noch wundern, dass SP-Sozialminister Hundstorfer, ehemals ÖGB-Vorsitzender, das von VP-Finanzminister Pröll ausgearbeitete

tance le système de santé par des réductions de remboursement des dépenses de santé.

À présent, le SPO et l'OVP veulent « assainir » le budget en élevant les impôts qui pèsent sur les masses (taxe sur l'essence, sur le tabac), en réduisant le système de santé (aggravation des conditions pour rentrer dans les niveaux de soins 1 et 2), en écorchant les familles des travailleurs en supprimant la contribution déductible de salaire unique et en diminuant les allocations familiales. Le chancelier SPO Faymann et le vice-chancelier OVP Pröll affirment avec démagogie que les charges seraient réparties « *de manière équilibrée* » et que même les banques devraient passer à la caisse pour une nouvelle contribution.

Les mêmes banques que l'État bourgeois a sauvées en 2008 avec une aide de 100 milliards d'euros firent savoir par retour du courrier qu'elles répercuteraient tout de suite ce nouvel impôt sur leurs clients. Le président de la confédération syndicale OGB Foglar s'est contenté de déconseiller aux banques de continuer à porter atteinte à leur « *réputation mise à mal* ».

Les syndicats n'ont pas pour rôle de défendre la bonne réputation des groupes bancaires. Ils devraient plutôt défendre les intérêts de leurs membres, donc des travailleurs.

Dans toute l'Europe, de la Grèce à la France, de l'Angleterre au Portugal, la population laborieuse proteste. Partout, les directions syndicales se sont refusées à bloquer les attaques des gouvernements bourgeois par la grève générale illimitée. Sous la pression des masses, elles appellent à des « journées d'action », des protestations partielles et des manifestations, non pas pour empêcher les plans d'austérité mais pour canaliser le mécontentement, les aiguiller sur des rails tranquilles et préparer des « compromis » avec les gouvernants. Dans tous les pays, les bureaucrates syndicaux offrent de participer au démontage social. Comment s'étonner que le ministre SPO des affaires sociales Hundstorfer, autrefois président de la confédération OTV, soutienne et défende le budget d'austérité élaboré par le ministre des finances OVP Pröll ?

En août 2010, 363 453 personnes en tout en Autriche recevaient une aide sociale, 77 448 d'entre elles relevaient du niveau 1 et 121 018 du niveau 2. Pour le niveau 1 la somme est de 154,20 euros et de 284,30 euros pour le niveau 2. (APA, 14 octobre 2010)

En excluant environ 200 000 bénéficiaires de l'aide des niveaux 1 et 2, Hundstorfer veut épargner 600 millions d'euros. Par contre, les 10 familles les plus riches d'Autriche disposent d'une fortune de plus de

Dans toute l'Europe, les gouvernements de la classe dominante – que ce soit avec ou sans participation des sociaux-démocrates – attaquent en ce moment les conquêtes sociales de la population laborieuse : les retraites, le système de santé, l'enseignement, l'assurance chômage et les aides d'urgence. Partout ceux qui gouvernement veulent faire payer pour leur crise – la crise du système de profit capitaliste – les ouvriers, les employés et les jeunes.

Même les SPOVP [la coalition gouvernementale entre le Parti socialiste SPO et le Parti populaire OVP] ne peuvent ici être en reste : le plan d'austérité annoncé après les élections de Vienne suit le même schéma que les offensives de destruction sociale dans les autres pays. Déjà, le gouvernement bleu-noir [coalition entre OVP cléricale et FPÖ fascisant au pouvoir de 2000 à 2003] avait anticipé quelques-unes de ces attaques à partir de février 2000 comme en 2003 : le calcul de la pension sur toute la période de vie professionnelle au lieu des 15 meilleures années, report de l'âge de la retraite des femmes. Avant encore, c'est avec une participation sociale-démocrate que le gouvernement avait commencé dans les années 1990 à vider de sa subs-

58,5 milliards d'euros. Il est donc bien là, l'argent pour le financement des prestations sociales – mais les capitalistes ne pensent naturellement pas à financer ne serait-ce qu'un centime tant qu'ils ont un gouvernement qui défend leur richesse et leurs privilèges !

Nous disons :

- au lieu de dépouiller les travailleurs : expropriation sans indemnisation du grand capital et des banques sous contrôle ouvrier !
- pour un système de santé gratuit et de haut niveau pour tous !
- au lieu des économies dans le domaine de la formation – amélioration de la formation des élèves, diminution du nombre d'élèves par classe. Annulation de l'endettement pour les études, aménagement des établissements universitaires et extra-universitaires.

Les manifestations du 27 novembre dans toute l'Autriche prouvent le grand nombre de catégories sociales qui se sentent touchées par les mesures d'austérité, mais la « grande alliance » démontre aussi que les plateformes interclassistes ne peuvent et ne veulent même pas nommer la véritable racine du mal, à savoir le système du profit capitaliste. La résistance doit donc être organisée à partir d'une position de classe clairement prolétarienne. Les syndicats doivent organiser la résistance contre le fardeau là où cela fait le plus mal au capital – dans les entreprises.

La direction du SPO est depuis des décennies partie prenante du système capitaliste. Mais elle ne peut remplir son rôle pour les capitalistes que parce qu'une majorité des travailleurs croit encore que le SPO continue d'être son parti d'une manière ou d'une autre. Par conséquent, des instances de ce parti s'élèvent des critiques – le plus souvent très mesurées – des mesures gouvernementales les plus brutales.

Les députés du SPO ont l'opportunité de montrer le 30 novembre où ils en sont. S'ils représentent vraiment les intérêts de la population travailleuse – comme ils le prétendent – alors, ils doivent voter contre ce plan d'austérité ! Cela vaut tout particulièrement pour les députés qui sortent des rangs du syndicat.

L'actuel projet de budget est un pas de plus sur la voie d'attaques plus graves contre le niveau de vie des masses. Tant que la population laborieuse n'aura pas de véritable représentation, les gouvernements continueront à s'agenouiller devant les 10, 100 ou 1000 familles les plus riches et forcer les centaines de milliers de travailleurs à payer pour la crise. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un parti ouvrier prêt à affronter le capitalisme, un parti ouvrier révolutionnaire, capable de faire la liaison entre le combat des travailleurs dans ce pays avec les luttes dans les autres pays en faisant partie d'une nouvelle internationale ouvrière.

27 novembre 2010

[tract du Gruppe Klassenkampf / Groupe lutte de classe, traduit par un lecteur de *Révolution Socialiste*]

Brochures

Marx : La Crise, 1848-1875, Cahier Bolchevik n° 21, 1 euro

Lénine : L'État et la révolution, 1917, Cahier Bolchevik n° 20, 1 euro (disponible aussi en turc)

Marx & Engels : Manifeste du parti communiste, 1848, Cahier Bolchevik n° 19, 1 euro (disponible en turc)

Rous : Espagne 1936-1939, 1939, Cahier Bolchevik n° 18, 1 euro

OCI : Hongrie 1956, 1966, Cahier Bolchevik n° 17, 1 euro

Trotsky & Naville : Programme d'action, 1934, Cahier Bolchevik n° 16, 1 euro

Trotsky : La France à un tournant, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

Trotsky : Encore une fois, où va la France ? 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

Trotsky : Où va la France ? 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

CoReP : Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible en turc, en anglais, en espagnol et en allemand)

Just : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro

GB : La République et le foulard, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro

Marx : Salaire, prix et profit, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro

GB : Révolutions et contre-révolutions en Chine, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro

Trotsky : La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro

Just : Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, Cahier Bolchevik n° 6, 1 euro (disponible en espagnol)

Trotsky : Les Leçons d'Octobre, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro

Lénine : Le Socialisme et la guerre, 1915, Cahier Bolchevik n° 4, 1 euro

Trotsky : L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, Cahier Bolchevik n° 3, 1 euro

Just : Le Mouvement de novembre-décembre 1995, 1996, Cahier Bolchevik n° 2, 1 euro

GB : Pour la révolution socialiste sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, 2002, Cahier Bolchevik n° 1, 1 euro (disponible en espagnol)

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour une fraction commune dans les syndicats, 2005-2006, Bulletin Bolchevik n° 3, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour un regroupement international, 2004, Bulletin Bolchevik n° 2, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec la FTQI France sur le boycott d'Israël et le Forum social, 2003, Bulletin Bolchevik n° 1, 0,50 euro

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

Argentine

Le gouvernement Cristina Kirchner passe un accord avec le FMI et convoque un Pacte social



LA CRISE INTERNATIONALE ET SES CONSÉQUENCES

Avec la « guerre des monnaies », la crise économique est entrée dans une nouvelle phase. Les États-Unis ont pris la décision d'émettre 600 000 millions de dollars, pour retirer les obligations émises par l'État fédéral et déprécier leur monnaie. Avec la dépréciation, les États-Unis cherchent à ce que leur économie gagne en compétitivité et que leurs exportations fassent un bond, pour regagner du terrain sur le marché mondial et apporter une réponse au déficit commercial.

Avec la « guerre des monnaies », la décision de l'impérialisme américain causera de nouveaux déséquilibres à l'économie mondiale et impulsera un nouveau saut dans les affrontements entre puissances impérialistes, dans lesquelles chacune défendra sa place dans l'économie mondiale.

Parallèlement, l'Europe tremble devant le risque de défaut de paiement de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne. Tout cela « réduit » le marché mondial pour des pays comme la Chine ou le Brésil, restreignant leurs exportations et avec elles leur croissance.

En même temps, toutes les bourgeoisies, surtout les impérialistes, se lancent dans une offensive pour faire supporter la crise aux travailleurs.

Dès lors qu'on prend en compte cette situation mondiale, marquée par la pire crise économique depuis la grande dépression des années 1930, il est possible de comprendre les limites et les perspectives de l'actuelle croissance de l'économie argentine.

La tendance de l'économie nationale, déjà commencée à partir du second semestre de 2010, tend à nouveau vers une décélération de la croissance, même si tout au long de l'année celle-ci a tourné autour de 8 %. Le terme de décélération peut laisser croire à un processus indolore et supportable. Cependant, si déjà certains secteurs ne firent pas partie de la croissance (qui se concentra dans quelques branches comme l'automobile et les matières premières), une décélération prolongée signifierait leur liquidation.

L'inflation concernant les produits de première nécessité a été de 30 % pour l'année alors qu'elle tournait autour de 33 % rien que pour la nourriture et la boisson. Durant les deux derniers mois de l'année, celle-ci a fait un bond encore plus grand (respectivement 6,4 et 6 % pour les deux derniers mois). En plus de limiter la croissance économique, cela montre comment l'inflation dévore les augmentations obtenues par les organisations syndicales dans les commissions paritaires et explique pourquoi les salaires réels des travailleurs qui perçoivent des revenus moyens de 2 500 pesos, sont restés au même niveau ou pire ont diminué par rapport à ceux de l'année précédente. Il en va de même avec les retraites, pour lesquelles 27 % d'augmentation pour l'année signifie une perte de revenu compte tenu de l'inflation, ce qui montre en quoi consiste la « redistribution des revenus » selon le kirchnérisme.

Parmi les conséquences de la crise internationale, figure la résolution adoptée par l'Union des nations sud-américaines et ratifiée lors du Sommet ibéro-américain de Mar del Plata, dite « clause démocratique » contre les tentatives de coup d'État.

La question devait rester limitée aux pays de l'Union Sud Américaine. Cependant, l'intention du gouvernement argentin et de ses associés est plus ambitieuse : étendre cette clause à toute l'Amérique latine pour que soit suspendue la qualité de membre de tout pays dans lequel surgirait une crise institutionnelle. Seraient ainsi mis à l'écart de tous les forums les pays qui tenteraient à la démocratie. Avec la clause démocratique, on pourrait aussi imposer la fermeture des frontières, la suspension des échanges de marchandises, du trafic aérien et de l'approvisionnement à l'encontre du pays où se produi-

rait une déstabilisation du système démocratique.
(*La Nación*, 3 décembre 2010)

Venant après le coup d'État au Honduras et le soulèvement policier en Équateur, l'adoption de cette clause représente une mesure de défense des bourgeoisies semi-coloniales des pays latino-américains vis à vis des États-Unis, en lien avec le développement de la situation internationale et l'offensive croissante de l'impérialisme yankee. Elle montre à la fois la couardise et l'incapacité -impossible d'échapper à son propre caractère de classe- de cette bourgeoisie qui prétend préserver ses intérêts face à l'impérialisme par des « résolutions » impuissantes.

LA SITUATION POLITIQUE APRÈS LA MORT DE NESTOR KIRCHNER

Quand mourut Nestor Kirchner, nous avons dit que « *s'ouvrait la lutte pour le pouvoir* ». La disparition de l'« homme fort » du péronisme ouvrait effectivement une crise. Sa mort fut le catalyseur de processus déjà ouverts dans la situation politique.

D'abord, il y a les affrontement internes au kirchnerisme pour le partage du pouvoir, la distribution des têtes de liste pour les élections de 2011.

Moyano, le puissant chef de la CGT [la « Confédération générale du travail de la République argentine » est une centrale syndicale contrôlée depuis 1943 par le PJ, « Parti justicialiste » fondé par Perón, un parti nationaliste bourgeois], qui prétendait prendre les rênes du PJ de Buenos-Aires a rencontré une résistance beaucoup plus forte que celle qu'il attendait. Dans la « nomenclatura » péroniste de Buenos-Aires il y a un espace limité pour le camionneur. Ce sont les limites qui s'imposent à la politique quand la justice se met en marche. L'avenir du dirigeant syndical est conditionné par les soubresauts d'une affaire dans laquelle sa femme, Liliana Zulet, est chaque jour davantage compromise. Moyano paie un prix politique pour ces enquêtes judiciaires. (*La Nación*, 6 décembre 2010)

Moyano a également à faire face à l'opposition et aux critiques de la direction de l'UIA [« Union industrielle argentine », la principale organisation patronale], non seulement il y a ceux qui critiquent son pouvoir croissant au sein de l'appareil du péronisme mais s'y ajoutent aussi ceux qui lui reprochent son projet de « participation des travailleurs aux bénéfices ».

Ensuite, il y a un courant significatif de sympathie parmi certaines couches de travailleurs et de la jeunesse, que le kirchnerisme utilise pour « donner plus de force à Cristina », pour que la présidente occupe la place vacante, depuis la mort de son mari, de figure centrale et « hégémonique » du kirchnerisme. Mais bien que « l'image » dont jouit le gouvernement soit celle d'une force tranquille, non seulement dans les masses mais aussi dans son rôle de garant des intérêts patronaux, il est traversé par de fortes tensions.

Certaines proviennent de la situation internationale. C'est pour cela qu'un des premiers pas de Cristina Kirchner après la mort de son mari fut de faire une série d'importantes concessions à l'impérialisme. L'accord avec le FMI implique de réformer l'INDEC [l'institut national de statistiques], une vieille demande du FMI et de l'opposition patronale, et de revenir aux anciens audits sur l'économie argentine, considérés comme insultant du temps des premiers gouvernements des Kirchner. Douce musique aux oreilles des patrons et condition pour rembourser le Club de Paris [un organisme qui négocie les dettes des pays dominés aux pays impérialistes, en lien avec le Fonds monétaire international].

Non content d'avoir « *baissé son froc* » (comme dit le ministre Boudou) à cette occasion, le gouvernement impulse à nouveau un Pacte social pour répondre à la lutte de succession et, préventivement, pour affronter les gros nuages qui s'amoncellent sur l'économie. Ce pacte cherche à mettre un terme aux négociations salariales pour l'an prochain et à limiter les augmentations de prix, à discuter d'une nouvelle loi sur les accidents du travail et à établir un mécanisme de « participation aux bénéfices » pour les salariés.

Ce Pacte social a un caractère préventif envers les luttes des travailleurs. Rappelons-nous ce que Cristina déclarait quelques jours avant la signature du premier Pacte social (dans le secteur du pétrole) : « *S'ils parviennent à arracher quelque chose ou s'ils créent du désordre, je les tue tous, ils vont tous en prison.* »

Ces deux orientations politiques ont aussi un objectif électoral. Une Cristina Kirchner mieux établie dans le pouvoir exécutif cherche à démontrer que c'est elle la mieux placée pour s'occuper des intérêts patronaux et qu'il ne faut pas faire l'erreur de changer pour d'autres dirigeants « modérés » comme Scioli ou une autre figure du péronisme.

Dans cette analyse du gouvernement et de la bureaucratie syndicale, on doit faire une place à la récente rupture de la CTA [la « Centrale des travailleurs d'Argentine » est une confédération syndicale issue en 1991 d'une scission de la CGT ; contrairement à la CGT, ses statuts permettent l'élection des responsables], qui a été réduite à une expression syndicale et politique des plus faibles, comme résultat des affrontements à l'intérieur de sa bureaucratie.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

L'assassinat du jeune Mariano Ferreyra [les nervis du syndicat UF ont assassiné ce militant du Partido obrero le 20 octobre 2010 lors d'une manifestation pour la réintégration de travailleurs licenciés par l'entreprise de transports ferroviaires Roca] -un exemple concret pour comprendre ce qui peut sortir du pacte entre le gouvernement, le patronat et la bureaucratie syndicale.

La police de Buenos Aires quadrillait la gare visée par les protestataires. La direction des chemins de fer Roca [les chemins de fer ont été privatisés en 1993 par Carlos Menem, du PJ] donna un jour de congé un jour de congé aux « cheminots » de l'UF. Pedraza [le chef du syndicat UF, capitaliste lui-même, lié aux sommets du PJ], à travers le délégué Pablo Diaz organisa ces « travailleurs ferroviaires » et un groupe de voyous armés de barre de fer pour assassiner Mariano à bout portant et laisser gravement blessée une autre camarade du PO [Elsa Rodríguez a reçu une balle dans la tête]. Les responsabilités politiques de cet assassinat retombent entièrement sur le gouvernement, la bureaucratie syndicale de Pedraza et les patrons de l'UGOFE [dont Roca est une filiale], comme expressions d'un régime qui n'hésite pas à utiliser la répression et les assassinats politiques pour défendre les intérêts des capitalistes.

L'événement a bousculé la bureaucratie syndicale et le gouvernement, obligeant ce dernier à donner des permis de séjour à 2 000 travailleurs immigrés de Roca. Une série d'importantes mobilisations des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrières (commissions internes [délégués du personnel], délégués élus indépendants de la bureaucratie et des partis qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs) y contribua.

Autre cas récent de répression contre des secteurs populaires, à Formosa, où la police provinciale et des bandes paramilitaires au service des propriétaires terriens, ont dispersé les barrages routiers en tirant sur les Amérindiens de la communauté Qom, qui réclamaient légitimement la restitution de leurs terres ancestrales, et ont assassiné un de leurs dirigeants, membre de la CCC [« Courant de classe combatif », qui organise surtout les chômeurs]. Formosa est gouvernée par le kirchneriste Gillo Insfran [l'Argentine est un État fédéral ; chacune des 23 provinces, dont celle de Formosa au nord du pays, a un gouverneur élu].

Le gouvernement national, face à la demande d'intervention lancée par les organisations sociales kirchnéristes (Delia, Hebe de Bonafini, etc.), s'est rangé ouvertement aux côtés du gouverneur de Formosa.

Ces luttes illustrant qu'il existe une tendance minoritaire qui s'oppose au soutien au gouvernement qui l'emporte largement dans la classe ouvrière -et aussi dans la jeunesse- non seulement dans les secteurs traditionnellement attardés, mais aussi chez des secteurs et des dirigeants qui firent partie de l'avant-garde ouvrière.

C'est pourquoi nous estimons erronées les analyses qui maintiennent la caractérisation dépassée d'un « essor du syndicalisme de base » (PTS) ou d'un état de rébellion contre la bureaucratie dans le mouvement ouvrier (PO) qui ne font rien d'autre que désarmer et dévoyer l'intervention de l'avant-garde ouvrière dans la lutte contre la bureaucratie [le PTS et le PO sont

deux organisations qui jouent un rôle significatif en Argentine ; les correspondants du PTS en France sont membres du NPA].

L'ORIENTATION DU PRS

Le PRS propose aux travailleurs et à l'avant-garde ouvrière d'appuyer toutes les luttes en cours.

De continuer à réclamer le châtiement de tous les responsables de l'assassinat du camarade Mariano Ferreyra.

D'appuyer la lutte de la communauté Qom pour la terre.

Comme partie-intégrante de la préparation démocratique et consciente de la lutte, qui doit s'appuyer sur une disposition réelle des travailleurs et non sur des actions isolées sans appui effectif de la base, affirme qu'il est nécessaire également de former des piquets d'auto-défense pour affronter les bandes de nervis de la bureaucratie, les bandes armées du patronat et la répression du gouvernement.

Refuse la soumission du gouvernement à l'impérialisme qui s'accroît et qui s'exprime par le paiement de la dette externe et « le retour » au FMI.

Affirme que le Pacte social qui se prépare se fera contre les intérêts des travailleurs pour s'opposer à nous chaque fois que nous tenterons de combattre pour nos revendications et que nous n'accepterons pas les bas salaires et les conditions de travail auxquelles nous soumettent la bureaucratie syndicale, le patronat et le gouvernement.

Propose de mener la lutte contre le gouvernement patronal et pro-impérialiste de Cristina Kirchner, non pas à travers le programme d'un secteur de l'opposition patronale mais avec un programme qui reprenne les revendications et réponde aux besoins des travailleurs.

En conséquence, il se définit comme ennemi autant du gouvernement que de l'opposition patronale, qui font partie de ce régime et qui sont tous les défenseurs des intérêts capitalistes.

Enfin, il appelle l'avant-garde ouvrière à s'organiser dans un parti de travailleurs révolutionnaires pour lutter pour la seule issue réelle pour la classe ouvrière, qui est d'avoir son propre gouvernement en alliance avec le peuple pauvre.

6 décembre 2010

[éditorial de *La Causa obrera* n° 66, décembre 2010, organe du Partido de la Revolución Socialista / Parti de la révolution socialiste, traduction du GB, les notes entre crochets sont de la rédaction de *Révolution socialiste*]

site : <http://www.prs-lco.com.ar/>

Pérou

Élections municipales et régionales de 2010, présidentielle de 2011 : le rôle néfaste de la « gauche » et du front populaire

Le processus électoral bourgeois, avec ses arrangements et ré-accommodements habituels, a permis une fois de plus de mesurer jusqu'où les dirigeants actuels du mouvement ouvrier et populaire sont prêts à aller dans la trahison. Les masses mobilisées, accablées par la misère galopante et irréversible dans le cadre capitaliste, ont été, une fois de plus, conduites dans l'impasse par les bureaucrates et les chefs dont les politiques sont liées à la préservation de leurs privilèges et débouchent sur le soutien à l'ordre bourgeois.

C'est un fait que les masses travailleuses, dans leur grande majorité, nourrissent encore des illusions dans les élections bourgeois. Par conséquent, elles désirent que leurs organisations tracent une alternative électorale qui les appelle à s'unir autour de leurs candidats, à l'exclusion de tout représentant de la bourgeoisie. En outre, la présentation des candidats devrait être une expression démocratique de la volonté de la base, bannissant le vieil autoritarisme imposé par les bureaucraties syndicales et politiques. Cette façon d'ériger une expression électorale de classe, proche de la base, est repoussée par la bureaucratie syndicale. En juillet, le secrétaire général de la CGTP Mario Huaman déclara à la presse :

J'ai discuté avec le Père Marco Arana [Tierra y Libertad, un parti « pour un Pérou nouveau dans un monde nouveau »], avec toute la gauche et avec le Partido Nacionalista. (...) Je le répète, il ne doit pas y avoir huit candidatures du secteur populaire ou progressiste, nous devons faire des efforts pour n'en forger qu'une seule. (La República, 13 juillet 2010)

Pour lui, les travailleurs, force productive de la société, doivent s'allier avec des secteurs de la bourgeoisie qui, une fois au pouvoir, se retourneront toujours contre elle.

LE SOUTIEN CRITIQUE

Pour les communistes, la construction du pouvoir des travailleurs ne passera jamais par la voie électorale, puisque ce sont les travailleurs de la ville et de la campagne eux-mêmes qui doivent créer les organismes de rassemblement et d'autodétermination des masses destinés à développer leur pouvoir politique, des organes incompatibles, dès le départ, avec la bourgeoisie et ses institutions. Il n'existe pas d'autre voie ; l'État bourgeois tombera seulement sous les coups de la lutte des masses organisées sous la conduite d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Cependant, une tactique électorale conséquente avec les intérêts des exploités peut permettre de tirer de pré-

Colectivo Revolución Permanente en el Perú Noviembre 2010 S./1

Revolución Socialista 6

http://luchamarxista.blogspot.com/ revolucionpermanente.rp@gmail.com



NACIONALIZACIÓN DEL GAS, PETROLEO, MINERÍA Y TRANSNACIONALES SIN PAGO Y BAJO CONTROL DE LOS TRABAJADORES

- FRENTE ÚNICO DE LOS TRABAJADORES CONTRA TODA LA BURGUESÍA
- ¿QUE FUE LA REVOLUCIÓN RUSA? - León Trotsky -
- ELECCIONES 2010 - 2011: Un enfoque marxista
- INTERNACIONAL: Proletariado griego en ple de lucha - Pronunciamiento CoReP -

cieuses leçons politiques, principalement pour les travailleurs les plus jeunes, créant de plus un espace dynamique pour la discussion et la diffusion d'un programme politique révolutionnaire. En ce sens, le soutien critique fait partie de la panoplie révolutionnaire. Par exemple, on peut l'apporter à un parti réformiste de travailleurs quand il s'oppose à une candidature bourgeoise, à condition de critiquer ouvertement son programme politique réformiste (pro-bourgeois) ou centriste et seulement si ce parti a le soutien d'une partie conséquente des masses. Mais, en ce moment, la situation est très différente, les parasites qui sont à la tête des organisations ouvrières, obéissant à leurs intérêts personnels, appellent à voter pour des candidats de partis bourgeois, face à cette politique collaborationniste il n'y a pas d'autre choix que de les dénoncer énergiquement.

Les prétendus « socialistes » entretiennent une position très différente et n'hésitent pas à soutenir, « de façon critique » dans certains cas et ouvertement

dans d'autres, les prétendues candidatures « alternatives » ou « progressistes », c'est-à-dire de la gauche de la bourgeoisie. C'est là la tactique électorale des différentes variétés de révisionnistes pseudo-marxistes, le plus lamentable est que beaucoup de jeunes dans leurs rangs, aussi enthousiastes que désorientés, suivirent cette politique erronée lors des dernières élections municipales et régionales.

D'AUTRES CHOIX... COMME PIZANGO ?

Pour les contestataires et « anti-néolibéraux », les options électorales [pour l'élection présidentielle de 2011] ne se limitent pas à Susana Villaran [Fuerza Social] qui a déjà emporté une victoire électorale [cette ex-stalinienne a été élue en 2010 maire de Lima en se présentant comme « *la gauche moderne, démocratique et progressiste* »], Ollanta Humala [Partido Nacionalista Peruano, proche de Chavez, le président du Venezuela] ou le curé Arana, elles comprennent aussi Pizango. Mince ! Comment ne pas l'appuyer ? N'est-il pas l'artisan du soulèvement armé des héroïques masses indigènes, lors de l'histoire « Baguazo » [le 5 juin 2009, la police a massacré avec des hélicoptères des Amérindiens en armes qui bloquaient une route à Bagua pour protester contre l'expropriation de leurs terres au profit de groupes pétroliers]. Peu importe si lui-même le dément catégoriquement :

J'étais contre le blocage des routes, je l'ai toujours affirmé... Si on m'avait dit : nous allons tuer, j'aurais été contre. Quand ces événements lamentables se sont déroulés et qu'ils commencèrent à me poursuivre, je me suis : j'ai commis une faute ! (émission Cuarto poder, Canal 4, 30 mai 2010)

Un jeune militant convaincu qu'Alberto Pizango est un allié naturel de la révolution, m'exposa quelques détails de sa vie : issu de l'ethnie Shawi, depuis 17 ans maître d'école dans sa communauté, père de quatre fils, plus tard président de l'Aidesep (Asociación Interétnica para el Desarrollo de la Selva Peruana, qui réunit des communautés indigènes, mais en lien avec des ONG bourgeoises), il assume une opposition résolue face au gouvernement apriste et à son intention de piller les ressources naturelles amazoniennes : « *Pizango est un représentant authentique de notre peuple* », m'invectivait-il. Sans doute, mais force est de constater que ses aspirations sont simplement réformistes et que, même si les heurts les plus durs avec le gouvernement étaient justifiés par la défense justifiée des territoires ancestraux des indigènes, ses perspectives ne dépassent jamais le cadre du capitalisme.

L'affrontement de « la Courbe du diable » où des dizaines de frères indiens périrent montre surtout que la population indigène en armes était bien plus avancée que ses dirigeants pour qui l'insurrection consistait à lancer les masses contre les troupes de la bourgeoisie (police – forces armées) dans le but d'obtenir une petite concession de la part du gouvernement.

Après l'héroïque « Baguazo », vint le temps des humiliantes « négociations ». Le gouvernement de Garcia recommença à respirer avec une relative tranquillité, un point pour l'État bourgeois ! Il devient clair que le mouvement indigène amazonien traîne, avec son actuel dirigeant, un poids mort dont il doit se débarrasser le plus rapidement possible.

Pour les révolutionnaires, au contraire, l'insurrection des masses organisées a comme objectif de détruire complètement le pouvoir bourgeois, cette grande tâche ne pourra se réaliser que sous la direction d'un parti révolutionnaire de caractère prolétarien, puisque les intérêts de la classe se heurtent directement à ceux de la bourgeoisie. Ce type de parti est le seul capable de conduire les exploités sur le chemin de leur pleine émancipation et d'éviter qu'ils soient trompés. Il n'existe pas d'instrument politique alternatif, les autres ne sont que des illusions qui ont fait leur temps et ont été pulvérisées sous le poids de l'expérience historique.

LE FRONT POPULAIRE, UNE TRAHISON DE TOUS LES EXPLOITÉS

Le front populaire, c'est à dire l'alliance programmatique entre représentants de la bourgeoisie et organisations des travailleurs (de type sociale-démocrate ou stalinienne) constitue une flagrante trahison des exploités, puisque le bloc dans sa totalité répond toujours aux intérêts bourgeois, ce qui aboutit à un inévitable recul du mouvement de masse. Les précédents de cette politique collaborationniste remontent aux

RÉVOLUTION SOCIALISTE

organe du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du CRP Pérou
luchamarxista.blogspot.com

Site du GKK Autriche
www.klassenkampf.net

Site du GB
revolution-socialiste.info

RS34.03

ISSN

1634-4006

Directrice de la publication
ML Herblot



années 1930. En France le FP était une coalition politique de sociaux-démocrates (SFIO), de communistes (PCF), d'organisations de travailleurs (CGT) avec la bourgeoisie (dont le Parti radical). En Espagne, le FP était une coalition entre les partis bourgeois libéraux la Gauche républicaine, l'Union républicaine, la Gauche Républicaine de Catalogne et les partis socialiste (PSOE) et communiste (PCE), avec l'appui des anarchistes (CNT) et des centristes (POUM). Les directions stalinienne et socialiste détournèrent le mouvement ouvrier vers la collaboration avec la bourgeoisie présentée comme une alliance du prolétariat avec la classe moyenne.

En France, le Front Populaire fut un instrument utile pour contenir la progression des masses moyennant quelques concessions aux travailleurs (reconnaissance du droit syndical, augmentation dérisoire des salaires, etc.). En Espagne un autre front populaire néfaste soutenu par les stalinien, les sociaux-démocrates et les anarchistes se chargea d'éviter le surgissement d'une révolution prolétarienne dans le cadre de la guerre civile (1936-1939), puis désarma le prolétariat organisé facilitant l'avènement de l'ultraréactionnaire régime franquiste.

Les politiciens front populistes, même s'ils ne placent pas leurs représentants à la tête de l'État bourgeois, contribuent à son maintien. Ainsi, en Argentine, la soi-disant Gauche Unie - IU (1988), constituée par le MAS et le PCA, malgré son retentissant échec électoral (2,45 % en 1989) a apporté sa contribution à la stabilisation de l'État bourgeois en claironnant aux quatre vents qu'il était nécessaire de « le démocratiser » et en niant la nécessité de le détruire.

La IU du Pérou (1980-1995) comprenait les partis du mouvement ouvrier : PCP, UNIR (Patrie Rouge), PCR, FOCEP, UDP (devenu depuis le PUM) et des partis de la gauche de la bourgeoisie : PSR (Vélasquismo), MAS (de H. Pease, R. Ames et G. Helfer), APS (de G. Mohme. La Gauche unie permit à l'État bourgeois de surmonter une période critique, en détournant l'attention des masses et empêchant l'apparition d'organes de pouvoir prolétarien. « L'opposition » servit de contre-poids stabilisateur à la « démocratie » bourgeoise : la

IU n'appela jamais au renversement des gouvernements bourgeois avec lesquels elle cohabitait ; au contraire, elle vécut en symbiose avec eux en « jouant à l'opposition ». C'est ainsi qu'elle soutint le gouvernement génocidaire et corrompu d'Alan Garcia (1985-1990), appelant ensuite à voter pour Fujimori (1990) dont le régime ultraréactionnaire asséna de si rudes coups au mouvement ouvrier qu'il n'est pas encore parvenu à les surmonter.

Les années ont passé et, à Lima, nous eûmes la surprise d'une candidature de front populaire présenté par un parti bourgeois improvisé « Forces Sociales », lequel, à l'aide du PCP, de Patrie Rouge-MNI, etc. se transforma en la seconde expression visible de la gauche de la bourgeoisie, aux côtés du Parti nationaliste péruvien. Bien qu'à l'intérieur de ce secteur existèrent quelques convergences, les dissensions publiques ne manquèrent pas non plus durant ces mois, la constitution d'un front populaire unifié au niveau national étant incertaine. Mais c'est un fait que la bureaucratie syndicale et les partis réformistes enkystés au sein du mouvement ouvrier continuèrent à pactiser avec plusieurs secteurs de la bourgeoisie, bloquant ainsi le surgissement de l'indépendance politique des travailleurs.

Nous nous trouvons devant une période pleine d'enseignements dans lesquels les chefs, les bureaucrates, les réformistes et les révisionnistes de tout genre montreront à grande échelle leur opportunisme. Nous sommes attentifs ! Aujourd'hui la démagogie bon marché sature les moyens de communication, inonde les rues et les places, fait irruption dans les assemblées de base. Elle ne provient pas seulement des vassaux de l'impérialisme, incapables déjà de cacher leurs intentions, mais aussi des bureaucrates agents de la bourgeoisie qui exploitent au maximum l'influence qu'ils maintiennent encore sur les organisations des travailleurs et des comédiens « progressistes » qui profitent de l'actuelle désorientation des exploités.

[article publié dans l'organe du CRPP, *Revolución Socialista* n° 6, novembre 2010, traduit par le GB, les notes entre crochets ont été ajoutées]

Abonnement à Révolution Socialiste

10 euros pour 5 numéros en France / 15 euros en Europe, en Guadeloupe, en Martinique / 20 euros ailleurs
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So

Découper ou copier, remplir et envoyer à :

Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Mme Mr NOM Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Localité..... Pays.....

Adresse électronique@.....